



LA JEUNESSE ET LA DÉMOCRATIE

COMMENT LES JEUNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ OU DE PRÉCARITÉ PERÇOIVENT-ILS LA DÉMOCRATIE EN EUROPE ?

RÉSUMÉ

Cette note politique donne un aperçu de la manière dont les jeunes en situation de pauvreté ou de précarité, perçoivent la politique et la démocratie dans leur pays. Il explore la manière dont cette population évalue les avantages, les défauts et, en définitive, la pertinence de la participation politique et du processus d'élaboration des politiques et, par procuration, du système politique lui-même.

Elle s'appuie sur des groupes de discussion approfondis avec des jeunes des zones urbaines et rurales et sur des entretiens avec des représentants de la société civile, des décideurs politiques et des universitaires en Irlande, en Pologne et en Espagne.

Les résultats de la recherche montrent que les jeunes qui ont connu la marginalisation sociale et le dénuement relatif dans les trois pays, ont affirmé à maintes reprises que les décideurs politiques ne sont pas à leur écoute et ne répondent pas à leurs besoins. Au contraire, ils affirment que les politiciens agissent essentiellement pour préserver leur position et leur pouvoir. L'absence de changements tangibles et positifs dans leur vie, qu'ils peuvent directement attribuer à l'engagement et à la politique, a influencé leur désengagement et leur scepticisme à l'égard de la politique.

Cela dit, les jeunes qui ont participé à l'étude soutiennent la démocratie en principe. Leur mécontentement est dû au fait qu'ils ne font pas confiance aux représentants élus pour provoquer des changements socio-économiques positifs dans leur vie et pour prendre des mesures sur des questions urgentes qui leur tiennent à cœur, qu'il s'agisse du logement, du développement communautaire ou de l'urgence climatique. En conséquence, les jeunes apprécient une démocratie plus active, locale et délibérative, ainsi que l'action directe.



AUTEURS

SHANA COHEN
Directeur exécutif, TASC

MATTEO DRESSLER
Analyste politique, FEPS

GERRY MITCHELL
Chercheur en sciences sociales,
écrivain et rédacteur

EN PARTENARIAT AVEC



FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



**LA FONDATION POUR LES ÉTUDES
PROGRESSISTES EUROPÉENNES (FEPS)**

Fondation politique européenne - N° 4 BE 896.230.213
Avenue des Arts 46 1000 Bruxelles (Belgique)
www.feps-europe.eu
@FEPS_Europe



Think-tank for action
on social change

**THINK-TANK POUR L'ACTION SUR
LE CHANGEMENT SOCIAL (TASC)**

28 Merrion Square North, Dublin 2 Irlande. D02 AW80
www.tasc.ie
@TASCblog

AVEC LE SOUTIEN DE



FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG (FES)

Bureau de Madrid (FES)
Calle Manuel Silvela, 7, bajo derecha, 28010 Madrid
(Espagne)
www.madrid.fes.de



Fundación
Felipe González

FUNDACIÓN FELIPE GONZÁLEZ (FFG)

Calle Fuenterrabía, 2, 28014 Madrid (Espagne)
www.fundacionfelipegonzalez.org



FONDATION JEAN-JAURÈS

12 Cité Malesherbes, 75009, Paris (France)
www.jean-jaures.org



SZOCIÁLIS
DEMOKRÁCIÁÉRT
INTÉZET

INSTITUT POUR LA DÉMOCRATIE SOCIALE

Budapest, XI Villányi út 11-13 H-1114

www.szocialis.eu



CENTRUM IM. IGNACEGO DASZYŃSKIEGO
CENTRE FOR PROGRESSIVE STUDIES

CENTRUM IM. IGNACEGO DASZYŃSKIEGO

Ul. Kopernika 36/40. 00-924 Warszawa (Pologne)

www.cid.org.pl



Cette note politique a été réalisée avec le soutien financier du Parlement européen. Il ne représente pas le point de vue du Parlement Européen.

Copyright © (2024) par la Fondation Européenne d'Études Progressistes (FEPS), Think Tank for Action on Social Change (TASC), Fondation Jean-Jaurès, Fundación Felipe González, Foundation Amicus Europae, Friedrich-Ebert-Stiftung et l'Institut pour la Démocratie Sociale.

Photo de la première page : Générée par Shutterstock AI, licence standard

Edition de la copie : Gerry Mitchell

Conception graphique : Downtown

Numéro de dépôt KBR : D/2024/15396./09

ISBN : 978-2-931233-68-9 9782931233689

Builders of Progress (Les bâtisseurs du progrès)

Builders of Progress est une série de résultats de recherche menée par la FEPS qui explore les principales préoccupations et aspirations des jeunes Européens. Elle examine leurs opinions sur un large éventail de questions sociales, y compris l'(in)égalité, le changement climatique, la participation politique et l'Union européenne. Dans la tradition du précédent projet « Dialogue du millénaire » de la FEPS, une étude majeure est publiée tous les quatre ans, dans laquelle la jeunesse européenne est interrogée dans de nombreux pays européens. Vous pouvez trouver l'enquête 2022 Builders of Progress ici : <https://feps-europe.eu/wp-content/uploads/2022/10/Builders-of-Progress-Europes-Next-Gen.pdf>.

Entre ces principaux résultats, nous abordons des aspects importants mis en évidence dans les enquêtes qui méritent plus d'attention et une analyse plus nuancée, souvent qualitative. La présente publication s'inscrit dans le cadre d'une telle étude approfondie, portant sur la relation des jeunes en situation de pauvreté ou de précarité avec la démocratie dans cinq pays, à savoir l'Irlande, la Hongrie, la France, la Pologne et l'Espagne.

Les résultats des recherches de la série Builders of Progress stimulent le débat et fournissent des conseils avisés sur la manière de façonner un avenir progressiste avec et pour les jeunes.

De plus amples informations sur Builders of Progress sont disponibles à l'adresse suivante: <https://feps-europe.eu/theme/youth-participation/>.



TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	6
Contexte économique.....	6
Contexte politique.....	7
Synthèse des résultats.....	10
Recommandations.....	12
Notes de fin d'ouvrage.....	15
À propos des auteurs.....	17
À propos de FEPS et de ses partenaires	19

Introduction

Cette note politique est basée sur une recherche qualitative approfondie, menée entre les étés 2022 et 2023 et destinée à compléter des enquêtes répétées montrant la désillusion des jeunes à l'égard de la démocratie et la baisse de confiance dans la politique et les politiciens.¹ Faisant écho aux résultats de ces enquêtes, la recherche² a révélé que les jeunes générations de citoyens de l'UE remettent en question les institutions politiques et leurs représentants.³ En se concentrant en particulier sur les jeunes âgés de 18 à 29 ans et défavorisés sur le plan socio-économique⁴ en Pologne, en Espagne et en Irlande, les participants aux groupes de discussion ont affirmé que la politique et l'élaboration des politiques publiques n'ont que peu d'effet sur leur vie et que leur participation (ou non) n'importe que peu. En Irlande, par exemple, un travailleur social spécialisé dans la jeunesse, contacté pour aider à organiser un groupe de discussion, a expliqué que les jeunes qui accédaient à ses services ne comprenaient pas pourquoi ils discutaient de politique, car cela n'avait que peu d'importance pour eux. Ce désengagement se retrouve également dans deux autres études de cas, la France et la Hongrie, choisies pour leurs tendances politiques nationales divergentes et la solidité de leurs institutions et processus démocratiques. Ce désengagement sous-tend une distanciation par rapport aux processus démocratiques formels tels que le vote ou l'implication dans la société civile pour protéger les droits et garantir la responsabilité du gouvernement. Inversement, les participants à l'étude ont été séduits par le potentiel de la politique à provoquer des changements tangibles au niveau local, ce qui indique comment les décideurs politiques devraient répondre à leur désaffection pour la politique.

Nous présentons ci-dessous un bref aperçu du contexte économique et politique auquel sont confrontés les jeunes en situation socio-économique défavorisée en Europe, avant de présenter les principales conclusions et recommandations issues de notre recherche qualitative.

Contexte économique

Être un jeune adulte dans l'UE, en particulier issu d'un ménage à faible revenu et d'une minorité ethnique, peut signifier un retard dans l'accès à l'emploi, au logement et, plus généralement, aux opportunités qui permettraient de mener une vie épanouie. Les jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans dans l'UE sont plus exposés au risque de pauvreté (26,5 % en 2022) que toute autre groupe, y compris les moins de 18 ans (24,7 %) et les plus de 65 ans (20,2 %). Les jeunes femmes de cette tranche d'âge sont plus exposées au risque de pauvreté que les hommes, de même que les jeunes ayant un niveau d'éducation inférieur à celui des titulaires d'un diplôme universitaire.⁵ Le coût du logement est un obstacle important dans tous les pays, mais il est pire en Irlande, en Espagne et en Pologne. En Espagne, seuls 16 % des jeunes vivent de manière indépendante et, de même, en Irlande, 68 % des 25-29 ans vivent encore chez leurs parents.

La statistique la plus parlante concerne les NEET « *Not in Education, Employment or Training* » (= ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation). L'expérience du NEET peut avoir des conséquences néfastes à long terme pour un jeune, notamment un effet négatif sur ses perspectives d'emploi et ses revenus, sur sa santé physique et mentale, sur la probabilité de difficultés à entretenir des relations et sur l'abus de drogues et de substances, l'implication dans des activités criminelles et l'exclusion sociale.⁶

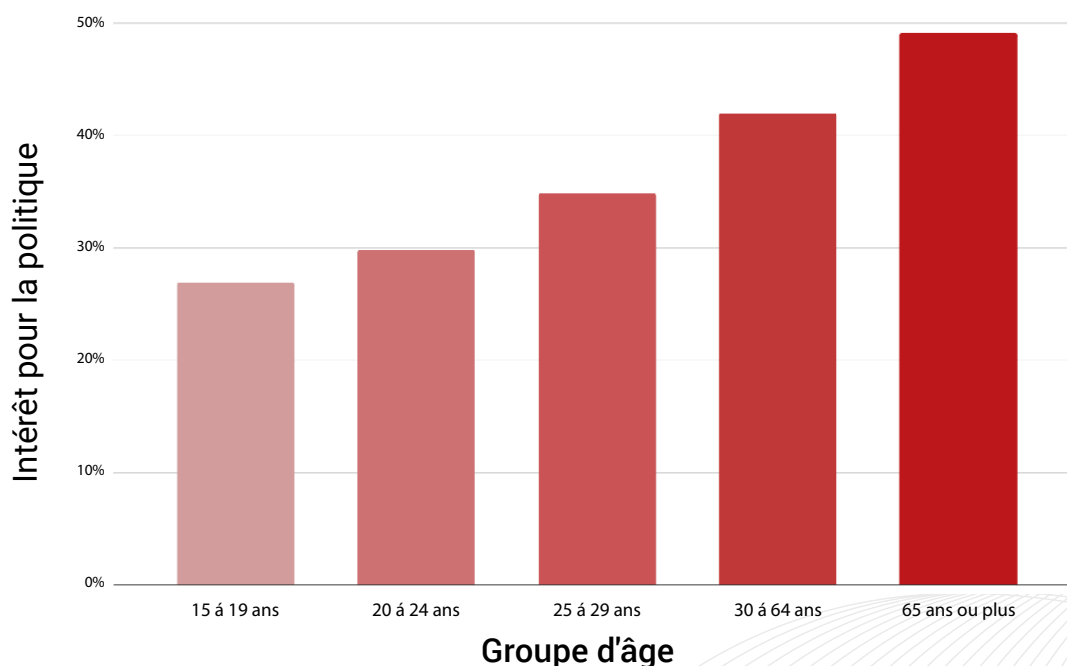
L'Irlande a le plus faible pourcentage de NEET parmi les 15-34 ans, soit 10,3 % en 2022, le taux de la Pologne étant de 11,7 % et celui de l'Espagne de 13,9 %.⁷ Ces chiffres sont un signal d'alarme, et les jeunes de ce groupe ont besoin d'un soutien public pour avoir une chance d'avoir une vie meilleure. Les données sur les NEET font également apparaître une dimension sexospécifique évidente. En 2022, l'écart entre les sexes pour les NEETS s'est creusé en fonction de l'âge. Pour les 25-29 ans, le taux de NEET est systématiquement plus élevé chez les femmes dans tous les États membres de l'UE, à l'exception de la Finlande et du Luxembourg.⁸ Près d'un NEET sur quatre en Pologne sont au chômage. La majorité d'entre eux sont des femmes, dont la plupart s'occupent d'enfants ou de proches. Les hommes deviennent des NEET principalement en raison d'une maladie, d'un handicap ou du chômage.⁹

Contexte politique

La désillusion politique des jeunes Européens est importante et transcende les différences politiques, même dans des pays aussi différents politiquement, économiquement, socialement et géographiquement que l'Irlande, la Pologne et l'Espagne. Malgré la diversité de leurs régimes démocratiques - par exemple, l'Irlande est classée comme une "démocratie ouverte" tandis que la Pologne est considérée comme une démocratie "semi-consolidée" avec des scores variables en termes de liberté globale - le mécontentement à l'égard de la politique reste tout aussi élevé.¹⁰ Les contraintes économiques et la conviction que les hommes politiques ne peuvent pas améliorer de manière significative la vie des jeunes ont alimenté ce sentiment.

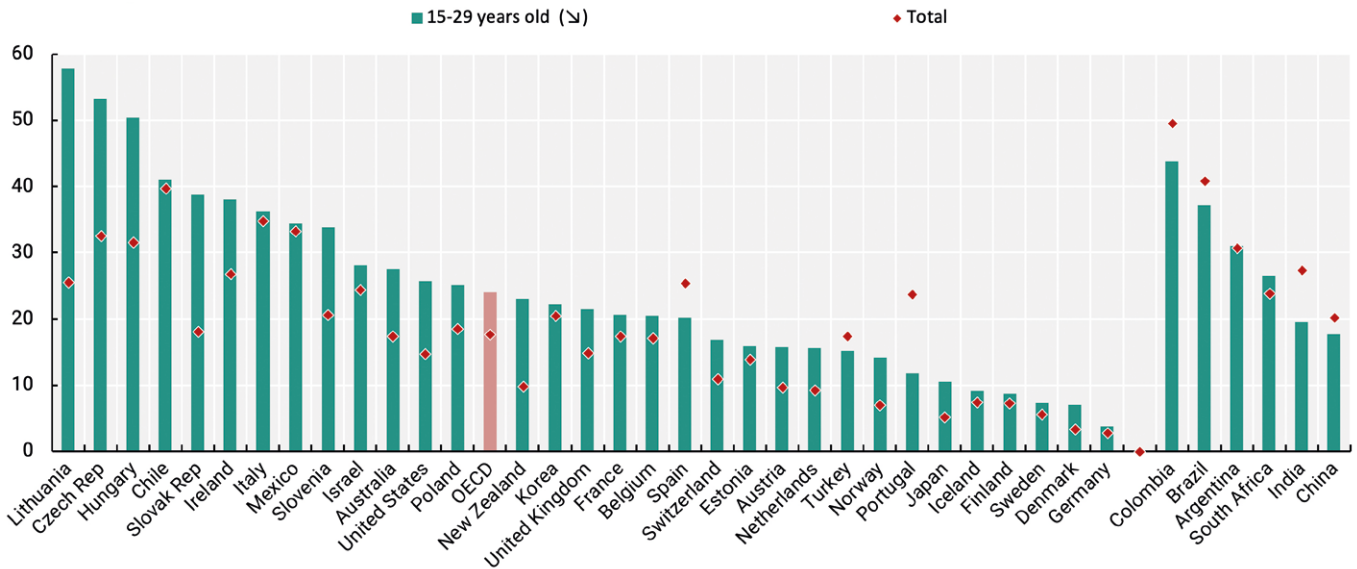
Les études existantes indiquent que les jeunes générations soutiennent peu les partis politiques dominants et participent moins à la vie politique, notamment en votant et en s'engageant dans

Figure 1. Intérêt pour la politique par tranche d'âge en Europe.



Source: Élaboration propre sur la base des données de l'ESS et de Simón et al.

Figure 2. Pourcentage de personnes déclarant ne pas s'intéresser du tout à la politique, par groupe d'âge, 2016 ou dernière année disponible.



Source : Enquête sociale européenne ESS8 - 2016, ESS7-2014 et World Values Survey Wave 6 : 2010-2014. <https://doi.org/10.1787/888933939788>

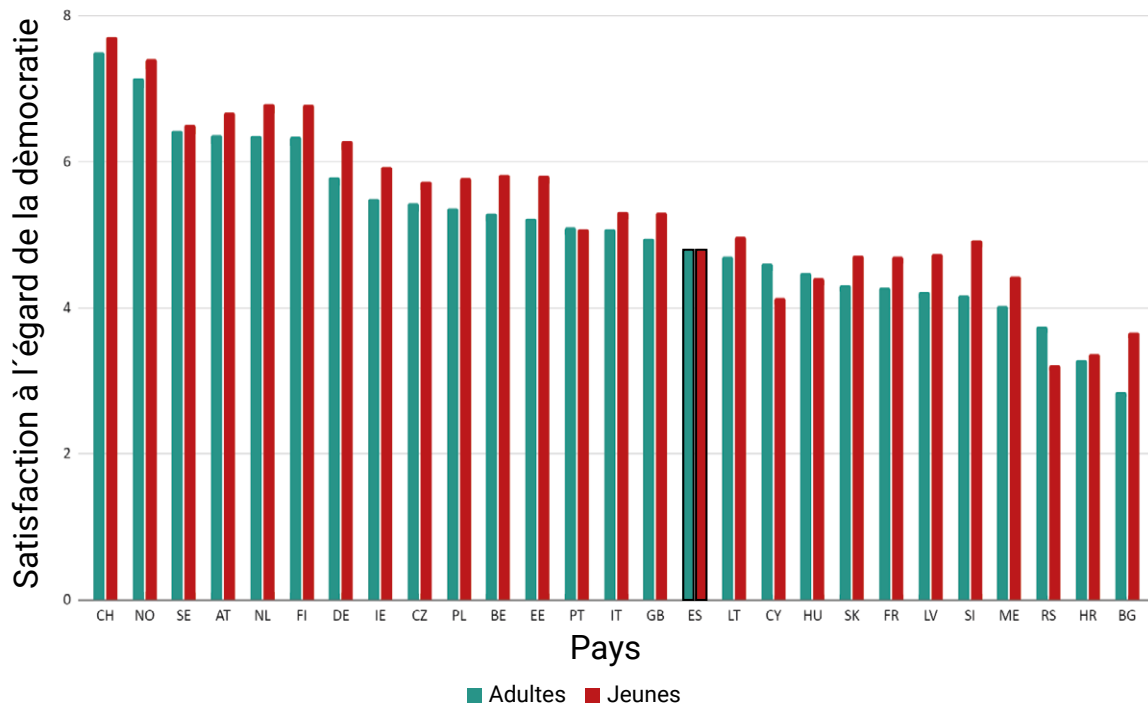
des organisations politiques.¹¹ Par exemple, l'adhésion à un syndicat, bastion traditionnel contre les désavantages économiques, est en déclin, en particulier chez les jeunes.¹²

Toutefois, les données relatives à l'intérêt pour la politique sont un peu plus ambiguës. D'une part, les données révèlent que le désintérêt pour la politique est courant chez les jeunes Européens, avec des pourcentages significatifs déclarant ne pas s'intéresser à différents pays (voir les figures 1 et 2). Une enquête polonaise réalisée en 2023 a montré que 70 % des jeunes interrogés préfèrent éviter tout engagement politique ou social, ce qui indique qu'ils ne perçoivent pas les avantages personnels ou collectifs de la politique.¹³ Malgré cela, les élections polonaises de 2023 ont enregistré une participation record des jeunes, ce qui suggère une distinction entre l'intérêt pour le soutien de la démocratie en tant que système et l'insatisfaction à l'égard de son fonctionnement.

Des études récentes montrent également des niveaux de mécontentement plus élevés chez les jeunes que chez les générations précédentes à des stades de vie similaires, en partie en raison du fossé intergénérationnel croissant en matière d'opportunités de vie et d'une plus grande insatisfaction à l'égard de la démocratie.¹⁴ Dans le même temps, les données de l'enquête sociale européenne de 2018 ou pré-Covid montrent un écart relativement faible entre les niveaux de satisfaction à l'égard de la démocratie chez les adultes et les plus jeunes.¹⁵ Cela suggère que d'autres analyses longitudinales comparatives sur ce sujet pourraient être nécessaires pour parvenir à des résultats plus concluants.

Il est inquiétant de constater que certains jeunes préfèrent les styles de gouvernance autoritaires. Les enquêtes montrent qu'une minorité significative de jeunes adultes voit d'un bon œil la gouvernance non démocratique, y compris le régime militaire. Cette tendance contraste fortement avec les groupes plus

Figure 3. Satisfaction à l'égard de la démocratie chez les adultes et les jeunes en Europe en 2018.



Source: Données de l'auteur basées sur les données de l'enquête sociale européenne et sur Simón et al. (2020, p.190).

âgés et indique un penchant inquiétant pour les systèmes autocratiques. Cette attitude, due en partie aux défis socio-économiques et à l'évolution de la société civile, a des répercussions sur les jeunes. Cette désillusion à l'égard de la politique traditionnelle, doit être prise au sérieux.¹⁶

La confiance des jeunes Européens dans leur gouvernement est également en baisse, en particulier depuis Covid, et est inférieure à leur confiance dans la démocratie. Cela reflète les tendances plus générales de méfiance à l'égard des gouvernements.¹⁷ Une exception importante semble être que la confiance dans les institutions locales et régionales est généralement plus élevée que dans tous les autres niveaux de gouvernement, ce qui montre un potentiel d'engagement.¹⁸

Sur la base de cette brève introduction aux données relatives aux jeunes, aux désavantages économiques et à la démocratie, les résultats qualitatifs de notre recherche suggèrent que le mécontentement des jeunes à l'égard de la démocratie est davantage lié à son fonctionnement qu'au système lui-même et qu'il est influencé par l'exclusion économique et la marginalisation sociale. Si le désintérêt et la désillusion sont importants, de nombreux jeunes continuent de s'intéresser à des questions majeures telles que le changement climatique et les politiques locales.

Les sections suivantes résument les principales conclusions des recherches effectuées dans le cadre de ce rapport et présentent une série de recommandations importantes pour y répondre.

Synthèse des résultats

Rendre la politique pertinente

Les jeunes participants issus de milieux défavorisés ont clairement indiqué qu'ils avaient besoin de voir les hommes politiques se concentrer sur des politiques adaptées à leurs défis socio-économiques:

- Un taux de chômage des jeunes supérieur à la moyenne
- Insécurité de l'emploi et bas salaires
- Vivre dans des régions du pays éloignées des grands centres d'emploi
- Les responsabilités familiales qui créent des obstacles à la participation au marché du travail
- Les problèmes de santé mentale, qui ont touché de manière disproportionnée les jeunes générations par rapport aux autres groupes d'âge depuis la crise du COVID-19.
- La crise du pouvoir d'achat
- La pénurie de logements et d'hébergements, qui s'est traduite par la cohabitation avec les parents et des retards dans la formation des familles.
- Pressions sur les services de santé publique et de soutien de proximité
- L'impact des inégalités régionales

La démocratie est appréciée dans son principe, mais le système politique ne fonctionne pas dans la pratique

Les participants à cette recherche ont clairement apprécié la démocratie et le gouvernement démocratique en principe. S'appuyant sur les recherches antérieures de la FEPS, ils souhaitent que la démocratie soit protégée et c'est l'une des raisons pour lesquelles ils voulaient une meilleure relation avec les institutions et les pratiques démocratiques. Dans l'état actuel des choses, cette relation se caractérise par:

- Le sentiment de ne pas être écouté
- Le manque de confiance dans les représentants politiques
- Se sentir déconnecté des institutions et des pratiques démocratiques, telles que le vote, ainsi que d'autres formes d'engagement citoyen, comme l'adhésion à un syndicat ou le bénévolat pour une organisation locale.
- Le fait que les jeunes définissent la politique comme le fait de voter aux élections, de s'intéresser aux politiciens et aux partis politiques, et non aux problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur vie. Même s'ils comprennent mieux que d'autres groupes l'impact des questions économiques et sociales sur leur vie, ils ne les intègrent pas dans un discours politique et dans l'élaboration des politiques publiques.
- Le manque de connaissance des représentants nationaux (plus probable si l'on vit dans des zones rurales)
- Le manque de compréhension de la "politique" parlementaire formelle (plus probable dans les zones rurales)

- S'engager davantage au niveau local, à plus petite échelle ou dans des modes alternatifs d'engagements politiques (plus probable dans les zones rurales)

Les caractéristiques du système politique actuel qui ne fonctionnent pas selon les jeunes

Les jeunes ont exprimé leur mécontentement à l'égard de la pratique de la politique et des hommes politiques. Les caractéristiques du système politique actuel qui ne leur conviennent pas sont les suivantes:

- Les hommes politiques sont perçus comme étant intéressés, corrompue et peu susceptible de changer
- Les politiciens se concentrent sur le cycle électoral plutôt que d'être disponible toute l'année
- Les hommes politiques ne passent pas de temps dans leur commune/ circonscription.
- Manque de réactivité des institutions (bureaucratie, élitisme et manque d'accès à l'information)
- L'absence d'avantages concrets découlant de l'élaboration des politiques, en particulier au niveau local ; même les augmentations des prestations sociales ou d'autres politiques connexes n'ont pas été prises en compte parce qu'ils souhaitaient des changements plus tangibles au sein de leurs communautés
- Trop peu de possibilités pour eux d'être exposés à la politique et de contribuer à l'élaboration des politiques
- Trop peu de reconnaissance de leurs propres préoccupations, tels que le changement climatique
- Manque d'accès à des informations fiables sur les réseaux sociaux
- Souvent, les partis politiques, les comités exécutifs des syndicats et d'autres instances ne les incluent pas explicitement ou ne leur donnent pas la possibilité de participer au programme, ce qui influence leur intérêt et la résonance de la politique dans leur vie de tous les jours.
- Leur précarité, causée par des salaires bas, des emplois instables, des pénuries de logement, entre autres facteurs, réduit le temps et l'énergie qu'ils consacrent à la participation politique et à l'engagement civique. Elle les empêche également de croire que le système politique officiel peut faire quoi que ce soit pour améliorer leur situation
- Ils peuvent n'avoir qu'une connaissance limitée du fonctionnement de la politique formelle en raison d'une éducation insuffisante à l'école et dans les activités connexes.
- Ils sont confrontés à des obstacles linguistiques et culturels à la participation (tels que le langage trop technocratique utilisé par certaines institutions).
- Les partis politiques et les organisations de la société civile telles que les syndicats ou même les ONG impliquées dans des domaines tels que le changement climatique ne sont pas considérés comme des lieux privilégiés pour nouer des liens et nouer des relations sociales avec d'autres personnes, comme cela a pu être le cas pour les générations plus anciennes.

- L'identification à un parti politique est perçue comme une stigmatisation et a des conséquences sociales négatives.
- La politique est perçue comme ayant un effet négatif sur leur santé mentale.

Ce que les jeunes en situation de pauvreté ou de précarité demandent à leurs démocraties

- Des contacts plus directs et plus cohérents avec les politiciens
- Que les politiciens se concentrent sur les politiques pertinentes pour les jeunes (voir ci-dessus).
- Voir les hommes politiques répondre aux questions qui sont les plus urgents pour eux, par exemple le changement climatique
- Comme le montre l'association positive avec les services de la jeunesse, un investissement plus important dans les activités et les plateformes d'engagement au niveau local qui se concentrent sur les jeunes
- La reconnaissance des valeurs importantes pour les jeunes, telles que la justice sociale, l'équité, la liberté d'expression et l'épanouissement du potentiel humain
- Plus d'opportunités de contribuer au processus d'élaboration des politiques
- Des mécanismes d'engagement plus dynamiques, plus souples et plus fluides, qui reflètent leur mode de vie et leurs intérêts, en étant capables de s'engager sous forme digitale, par exemple, à des moments qui conviennent à leur mode de vie, qui peut

impliquer des heures de travail irrégulières.

- Voir des changements positifs dans leurs collectivités locales
- Des réseaux sociaux moins polarisants et inversement, un accès plus facile à des informations fiables.

Recommandations

Voici un résumé des principales recommandations du rapport :

Recommandations de l'Union européenne

1. Intégrer les perspectives des jeunes dans toutes les politiques, en établissant un « test jeunesse » (=EU Youth test)¹⁹ pour toutes les nouvelles législations et politiques de l'UE. Il s'agit là d'une demande essentielle qui découle non seulement de cette recherche, mais aussi des consultations menées dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse 2022.
2. Renforcer la coopération entre les organisations de jeunesse faitières de l'UE et les jeunes représentants des partis politiques de l'UE.
3. Veiller à ce qu'un soutien financier soit accordé aux jeunes en situation de pauvreté ou de précarité afin d'accroître leur participation à la politique européenne.
4. Développer les mécanismes participatifs et consultatifs pour les jeunes, en veillant à ce que les résultats soient suivis et pris en compte dans le processus décisionnel de l'UE.

5. Renforcer le portefeuille de l'UE pour les jeunes en rehaussant le profil du coordinateur de la jeunesse de l'UE, en étendant ses pouvoirs et ses ressources, et en permettant une intégration accrue de la jeunesse dans toutes les institutions de l'UE. Pour la même raison, créer un poste de commissaire européen pour les générations futures. Cela doit inclure la création de plus d'opportunités pour les jeunes de contribuer à l'élaboration des politiques par le biais de différentes plateformes européennes, car ils ont besoin de voir leur(s) génération(s) représentée(s) dans la prise de décision.
6. Adapter et améliorer l'accessibilité, l'orientation et la diffusion des informations sur les politiques, les programmes et les possibilités d'engagement en faveur des jeunes en situation de pauvreté ou de précarité.
7. Soutenir les États membres dans la collecte et l'analyse de données sur l'utilisation de services tels que le portail européen de la jeunesse en ligne, afin de déterminer si les informations qu'il contient atteignent les jeunes ayant une expérience des désavantages socio-économiques.
8. Soutenir les États membres en développant et en améliorant les pratiques existantes d'évaluation de l'inclusion et de la diversité des programmes de l'Union européenne relatifs à la jeunesse et en concentrant les plans de financement sur les personnes ayant moins d'opportunités.
9. Accroître la sensibilisation et renforcer les protections sur les médias sociaux pour soutenir les organisations civiles et de jeunesse dont les activités peuvent entrer en conflit avec les priorités gouvernementales et pour contrer la désinformation et les comportements polarisants et discriminatoires.
10. Soutenir les États membres dans le financement de recherches transparentes et accessibles sur les politiques de jeunesse, en collectant des données ventilées par sexe et par âge.

Recommandations des États membres

1. Accroître les investissements en fonction des priorités des jeunes en situation de pauvreté ou de précarité au niveau national; avec des politiques qui s'attaquent aux obstacles socio-économiques à la participation politique.
2. Investir dans les services à la jeunesse et les renforcer, notamment en fournissant des ressources appropriées en matière de travail des jeunes pour soutenir la participation des immigrés et des minorités ethniques.
3. Investir dans l'éducation à la citoyenneté et à la politique dans l'ensemble du système éducatif.
4. Améliorer la participation des jeunes en situation de pauvreté ou de précarité à la vie politique nationale grâce à une meilleure représentation au sein des conseils nationaux de la jeunesse, des branches jeunesse des partis politiques, des syndicats et des organisations non gouvernementales.
5. Promouvoir la représentation des groupes sous-représentés dans les institutions politiques, fournir un soutien financier pour permettre aux jeunes défavorisés sur le plan socio-économique de se présenter aux élections et de participer à la vie démocratique, aux niveaux local, régional et national.

6. Mettre en œuvre des mécanismes de démocratie directe et délibérative. Concevoir conjointement des mécanismes d'engagement plus souples/fluides qui impliquent davantage les jeunes dans la prise de décision.
7. Développer les systèmes de vote de manière à ce qu'ils attirent les jeunes électeurs. (par exemple, simplifier l'inscription sur les listes électorales, utiliser des systèmes qui offrent un éventail d'options et qui sont décentralisés).
8. Protéger les droits civils et politiques des jeunes, y compris leur droit de participer à un syndicat.
9. Encourager les partis politiques à mieux s'engager auprès des jeunes, à les intéresser à la politique et à inclure dans leurs programmes des questions qui les concernent.
10. Améliorer la coopération entre les organisations étudiantes représentatives et les syndicats.
11. Fournir un financement pluriannuel aux organisations de la société civile qui travaillent avec les jeunes pour développer leur participation et leur fournir des informations politiques.
12. Développer la démocratie numérique, notamment en luttant contre l'exclusion numérique, en améliorant l'infrastructure numérique et en développant des outils numériques démocratiques sûrs, facilement accessibles, sans restriction et conviviaux.

Recommandations au niveau local et régional

1. Renforcer la participation des jeunes dans la communauté locale, en particulier dans les zones rurales et dans la politique locale - par exemple, dans certains pays, cela inclurait une plus grande utilisation du budget participatif et de la gestion des ressources humaines d'autres mécanismes qui renforcent l'appropriation par les jeunes.
2. Améliorer la communication entre les jeunes et les responsables politiques locaux.
3. Améliorer l'éducation à la citoyenneté et l'éducation politique dans l'ensemble du système éducatif.
4. Veiller à ce que les écoles soient des organisations démocratiques.
5. Renforcer les capacités des organisations communautaires locales qui peuvent jouer un rôle important dans l'éducation et promouvoir la compréhension des valeurs démocratiques, notamment en investissant dans les services à la jeunesse.

Des recommandations spécifiques à chaque pays sont fournies à la fin du rapport principal.

Notes de fin d'ouvrage

1 Voir par exemple l'enquête sociale européenne ESS8 - 2016, ESS7-2014 et l'enquête World Values Survey Wave 6 : 2010-2014. <https://doi.org/10.1787/888933939788> ; Open Society Barometer (2023) Can Democracy Deliver ? <https://www.opensocietyfoundations.org/uploads/e6cd5a09-cd19-4587-aa06-368d3fc78917/open-society-barometer-can-democracy-deliver-20230911.pdf> et Foa, R.S., Klassen, A., Wenger, D., Rand, A. et M. Slade. 2020. "Les jeunes et la satisfaction à l'égard de la démocratie : Reversing the Democratic Disconnect ?" Cambridge, Royaume-Uni : Centre pour l'avenir de la démocratie.

2 Dans le cadre de l'étude, un "jeune" a été défini comme étant âgé de 18 à 29 ans. Cette limite d'âge permet d'obtenir le droit de vote et de terminer l'enseignement secondaire. La recherche s'est concentrée sur les jeunes qui n'ont pas nécessairement poursuivi des études supérieures et qui viennent de zones rurales et urbaines très défavorisées. Les groupes de discussion visaient à inclure des minorités ethniques et un équilibre entre les sexes.

3 Mounk, Y., Foa, R.S. (2016) Le danger de la déconsolidation : The democratic disconnect. *Journal of democracy*, 27:3, pp. 5-17. <https://www.journalofdemocracy.org/articles/the-danger-of-deconsolidation-the-democratic-disconnect/>.

4 Il s'agit de jeunes dont le revenu du ménage est relativement faible, qui ont grandi dans une zone très défavorisée, qui n'ont pas fréquenté l'université (sauf dans le cadre de programmes d'accès spéciaux destinés aux jeunes issus de milieux défavorisés, comme c'était le cas en Irlande) et qui, s'ils ne suivent pas d'études ou de formation, n'ont pas d'emploi ou occupent des emplois mal rémunérés et précaires.

5 https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living_conditions_in_Europe_-_pauvreté_et_exclusion_sociale&oldid=584082#Key_findings

6 Gouvernement écossais (2015) "Consequences, risk factors, and geography of young people not in education, employment or training (NEET)", 26 octobre. <https://www.gov.scot/publications/consequences-risk-factors-geography-young-people-education-employment-training-need/>

7 https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Statistics_on_young_people_ni_dans_l'emploi_ni_dans_l'education_ou_la_formation#Le_taux_NEET_dans_l'UE_et_ses_États_membres_en_2022

8 https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Statistics_on_young_people_neither_in_employment_nor_in_education_or_training&The_NEET_rate_within_the_EU_and_its_Member_States_in_2022

9 Komuda (2022).

10 L'Observatoire Civicus est un outil en ligne qui vous permet d'accéder à des mises à jour en direct de la société civile dans le monde entier, de suivre les menaces qui pèsent sur la société civile et d'apprendre comment notre droit de participer est réalisé ou remis en question. Il évalue 195 pays sur une échelle de cinq points allant de l'ouverture à la fermeture. Il suit des nouvelles et des développements en temps réel liés aux libertés civiques. Voir <https://monitor.civicus.org/>. Freedom House est une organisation à but non lucratif basée à Washington, D.C. Elle est surtout connue pour ses activités de plaidoyer politique sur les questions de démocratie, de liberté politique et de droits de l'homme. Depuis 1973, elle publie un rapport annuel, Freedom in the World, qui évalue l'état actuel des libertés civiles et des droits politiques dans 195 pays et 15 territoires. Il utilise un système à deux niveaux, composé de notes et de statuts. Les scores totaux dans les différentes catégories sont basés sur une échelle de 100 points et correspondent aux statuts "libre", "partiellement libre" et "non libre". Voir : <https://freedomhouse.org/countries/nations-transit/scores>.

11 Mair, P. (2013) Ruling the Void : The hollowing of western democracy. (Londres : Verso), p. 42.

12 Comité des jeunes de la CES (2021) "Recommandations pour l'engagement des jeunes dans les syndicats". Guide. Confédération européenne des syndicats et Friedrich Ebert Stiftung ; Vandeale, K. (2000) "Bleak prospects : mapping trade union membership in Europe since 2000". Rapport. Institut syndical européen. Confédération européenne des syndicats.

13 Tilles, D. (2023) "One third of young Poles plan to vote for extreme right with 80% 'frustrated at political situation'". Notes de Pologne, 25 juin.

14 Foa, R.S., A. Klassen, D. Wenger, et al. (2020) "Youth and Satisfaction with Democracy : Reversing the Democratic Disconnect ?". Rapport. Bennett Institute for Public Policy, Centre pour l'avenir de la démocratie.

15 Simón, P., S. Clavería, G. García-Albacete et al. (2020) "Informe Juventud En España 2020". Rapport. Injuve Instituto de la Juventud ; p.190.

16 Peiris, C. et N. Samarasinghe (2023) "Open Society Barometer : La démocratie est-elle à la hauteur ? Rapport. Open Society Foundations ; Stanley, L., W. Tanner, J. Treadwell et al. (2022) "The Kids Aren't Alright". Rapport. Repairing our Social Fabric Programme, Onward Think Tank, p. 19.

17 "Démocratie et confiance au cours du COVID-19". Site web d'Eurofound.

18 Arrighi, J.F., J. Battestini, L. Coatleven et al. (2022) "The scale of trust : Local, regional, national and European Politics in Perspective". Document de travail. Groupe d'études géopolitiques.

19 Le « test jeunesse » (EU Youth Test) est un outil d'évaluation de l'impact qui permet de s'assurer que les jeunes sont pris en compte lorsque les nouvelles politiques et lois sont décidées. Cela permettrait de créer de meilleures politiques, durables et efficaces, tout en réduisant les inégalités et en tenant compte des besoins des générations actuelles et futures. Voir Comité européen des régions (2022) "Charte européenne de la jeunesse et de la démocratie". Charte. Comité européen des régions et Forum européen de la jeunesse.

À propos des auteurs



SHANA COHEN

Shana Cohen est directrice du think tank for Action on Social Change (TASC) (=Think-tank pour l'action sur le changement social).

Elle a étudié à l'université de Princeton et à l'université de Californie, Berkeley, où elle a obtenu un doctorat en sociologie. Son doctorat analysait les conséquences politiques et sociales des politiques de réforme du marché au Maroc pour les jeunes hommes et femmes instruits. Depuis lors, elle a continué à mener des recherches sur la manière dont les politiques économiques ont influencé l'identité politique et sociale, en particulier en ce qui concerne l'action collective et l'activisme social.

Elle a enseigné à l'université George Washington, à l'université de Sheffield et, plus récemment, à l'université de Cambridge, où elle est toujours professeure et chercheuse associée. Ses domaines d'enseignement comprennent la politique sociale mondiale, la mondialisation et les services à la personne.

Avant de rejoindre la TASC, Shana était directrice adjointe de l'Institut Woolf à Cambridge. Dans le cadre de ses fonctions à l'institut, elle s'est intéressée aux relations interconfessionnelles et interculturelles en Europe, en Inde et au Moyen-Orient.

Au-delà de la recherche universitaire, Shana possède une vaste expérience de travail avec des ONG et des organisations communautaires dans plusieurs pays, dont le Maroc, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Inde. Ce travail a porté sur la conception, la gestion et l'évaluation de projets, ainsi que sur la défense des intérêts. Elle a été consultante auprès de la Banque mondiale, de la Grameen Bank Foundation et d'autres fondations privées et fiduciaires.

À propos des auteurs



MATTEO DRESSLER

Matteo Dressler est l'analyste politique de la Fondation pour les études progressistes européennes dans le domaine de la démocratie, de la participation et de la jeunesse. De 2015 à 2018, il a travaillé à Berlin pour l'ONG de consolidation de la paix Berghof Foundation. En tant que chercheur, il a étudié les processus de paix inclusifs, le soutien de l'Union européenne à la réforme de la gouvernance axée sur la consolidation de la paix et le rôle de la participation citoyenne dans les transitions de l'autocratie à la démocratie. De 2019 à 2021, il a travaillé pour l'Institut flamand pour la paix à Bruxelles, où il a fait des recherches sur le trafic international d'armes à feu et la violence liée aux armes à feu en Europe, en se concentrant sur les politiques de l'UE sur ces questions. Matteo est titulaire d'une maîtrise en sciences de l'Université d'Uppsala en études sur la paix et les conflits.



GERRY MITCHELL

Gerry Mitchell est chercheuse en sciences sociales, écrivaine et rédactrice en chef. Elle a également de l'expérience en matière de campagnes politiques, d'engagement communautaire et d'enseignement et a récemment publié « Uncomfortably Off » (2023) en collaboration avec Marcos González Hernando. Elle est diplômée de Cambridge et de la London School of Economics and Political Science (LSE) où, basée au Centre for Social Exclusion, elle a obtenu un doctorat en politique sociale. Elle a récemment travaillé avec Compass (Londres), le Conseil des organisations bénévoles d'Édimbourg (EVOC), la Fondation pour les études progressistes européennes (Bruxelles), Friedrich-Ebert-Stiftung (Londres et pays nordiques) et le Think-tank for Action on Social Change (Irlande). Elle vit à Woking, dans le Surrey, où elle a été candidate travailliste aux élections législatives de 2019. Elle est membre de l'Alliance pour l'inégalité structurelle, à l'Equality Trust, préside les groupes locaux *Compass* et *Make Votes Matter* et codirige un projet de frigo solidaire/collectif.

À PROPOS DE LA FONDATION POUR LES ETUDES EUROPEENNES PROGRESSISTES (FEPS)

La FEPS est la fondation politique progressiste européenne et le groupe de réflexion de la famille politique progressiste au niveau de l'UE. Notre mission est de développer des recherches innovantes, des conseils politiques, des formations et des débats afin d'inspirer et d'informer les politiques progressistes à travers l'Europe.

FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



Avenue des Arts 46, B-1000 Bruxelles, Belgique +32 2 234 69 00
info@feps-europe.eu
www.feps-europe.eu
@FEPS_Europe

À PROPOS DU THINK TANK FOR ACTION ON SOCIAL CHANGE (TASC)

La TASC est un groupe de réflexion progressiste indépendant dont l'objectif principal est de lutter contre les inégalités et soutenir la démocratie.



Think-tank for action
on social change

28 Merrion Square North, Dublin 2 Irlande. D02 AW80
www.tasc.ie
@TASCblog

À PROPOS DE L'INSTITUT DE LA DEMOCRATIE SOCIALE

L'Institut pour la démocratie sociale a été fondé par deux partis parlementaires, le Parti socialiste hongrois (gauche) et le Dialogue pour la Hongrie (gauche-vert). Sa principale mission est d'aider les forces politiques progressistes à sortir des luttes politiques quotidiennes et de mettre en lumière les conséquences des différents choix politiques. Il développe et présente une alternative réaliste à tous les citoyens hongrois qui veulent une république hongroise juste, libre et démocratique.



SZOCIÁLIS
DEMOKRÁCIÁÉRT
INTÉZET

Budapest, XI
Villányi út 11-13. H-1114
www.szocialis.eu

À PROPOS DU CENTRUM IM. IGNACEGO DASZYŃSKIEGO

Le Centre Ignacy Daszyński (CID) est un groupe de réflexion social-démocrate créé en novembre 2011 à Varsovie. Le CID est un centre de recherche qui analyse la vie publique contemporaine, organise des conférences, des séminaires et des débats et mène des activités de publication. Le CID a des antennes à Varsovie, Cracovie, Gdansk et Opole. Depuis 2022, le CID est un projet de la Fondation Amicus Europae.



CENTRUM IM. IGNACEGO DASZYŃSKIEGO
CENTRE FOR PROGRESSIVE STUDIES

Ul. Kopernika 36/40
00-924 Warszawa (Poland)
www.cid.org.pl

À PROPOS DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS

La Fondation Jean-Jaurès est la première fondation politique française, à la fois think tank, acteur de terrain et centre de mémoire historique au service de tous ceux qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde.



12 Cité Malesherbes
75009 Paris (France)
www.jean-jaures.org

À PROPOS DE LA FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG (FES)

En tant qu'institution publique allemande indépendante, la Friedrich-Ebert-Stiftung partage des points de vue et des principes fondamentaux avec le mouvement international social-démocrate et syndical libre. Les activités du bureau de la FES à Madrid favorisent les dialogues politiques bilatéraux et européens sur une variété de sujets dans des domaines tels que la démocratie et l'État-providence, les relations de travail et l'avenir du travail, la triple transition, ainsi que la paix et la stabilité.



Bureau de Madrid (FES)
Calle Manuel Silvela, 7, bajo derecha
28010 Madrid (Espagne)
www.madrid.fes.de

À PROPOS DE LA FONDATION FELIPE GONZALEZ

La Fondation Felipe González a été créée dans un but double: apprendre du passé et contribuer à l'avenir. Sur la base de ce principe, elle est chargée de gérer les archives documentaires de Felipe González afin que chaque citoyen puisse y avoir accès. Elle organise et soutient également des activités et des projets qui contribuent au progrès et fournissent à la société des outils pour relever les défis du XXI^e siècle.



Calle Fuenterrabía, 2
28014 Madrid (Espagne)
www.fundacionfelipegonzalez.org


DES SUJETS SIMILAIRES

BUILDERS OF PROGRESS SERIES POLICY STUDY
December 2023

YOUTH SUPPORT FOR DEMOCRACY IN SPAIN

DEMOCRACY IN THE FACE OF DISADVANTAGE

Kilian Wirthwein, Javier Carbonell



QR code

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG Fundación Felipe González FEPS FOUNDATION FOR EUROPEAN PROGRESSIVE STUDIES

BUILDERS OF PROGRESS POLICY STUDY
OCTOBER 2022

EUROPE'S NEXTGEN

EUROPE'S MOST EXTENSIVE YOUTH-FOCUSED RESEARCH SURVEY

Silvia Cannas, Matteo Dressler, Charles Howard, Ilaria Nilges, Guillermo Tosca Diaz



QR code

FEPS FOUNDATION FOR EUROPEAN PROGRESSIVE STUDIES

BUILDERS OF PROGRESS SERIES POLICY STUDY
October 2022

BUILDING RESILIENT DEMOCRACIES

CHALLENGES AND SOLUTIONS ACROSS THE GLOBE

Dominic Afscharian and Marius S. Ostrowski



QR code

FEPS FOUNDATION FOR EUROPEAN PROGRESSIVE STUDIES

BUILDERS OF PROGRESS SERIES POLICY STUDY
January 2024

HOW YOUNG PEOPLE FACING DISADVANTAGE VIEW DEMOCRACY IN EUROPE

Antoine Bristelle, Javier Carbonell, Shana Cohen, Matteo Dressler, András Kaszás, Adam Kostrzewski, Gerry Mitchell, Kamil Smogorzewski, Kilian Wirthwein



QR code

tasc FRIEDRICH EBERT STIFTUNG Fundación Felipe González